

L'Europe occidentale en tête des dépenses de sécurité sociale

Autor(en): [s.n.]

Objektyp: **Article**

Zeitschrift: **Revue syndicale suisse : organe de l'Union syndicale suisse**

Band (Jahr): **68 (1976)**

Heft 12

PDF erstellt am: **12.07.2024**

Persistenter Link: <https://doi.org/10.5169/seals-385851>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

L'Europe occidentale en tête des dépenses de sécurité sociale

L'Europe occidentale dépense proportionnellement davantage que n'importe quelle autre partie du monde pour la sécurité sociale montrent des statistiques publiées par le Bureau international du travail.

Ces statistiques sont rassemblées dans l'ouvrage «Le coût de la sécurité sociale: huitième enquête internationale 1967-71», qui donne pour 71 pays les montants des dépenses par catégories: assurance maladie, assurance chômage, retraites, pensions de survivants ou d'invalidité.

Onze pays d'Europe occidentale consacraient plus de 15% de leur produit national brut (PNB) aux dépenses de sécurité sociale en 1971: la République fédérale d'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la France, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas et la Suède.

En tête venaient les Pays-Bas avec 24,7% et la Suède avec 25,2%. Ces deux pays ont à peu près doublé leurs dépenses de sécurité sociale, en valeur constante, au cours de la décennie 1961-1971.

Les pays à économie planifiée ont atteint une certaine stabilité dans les crédits dévolus à la sécurité sociale: entre 10% et 15% du produit matériel net¹, en général. Parmi eux, cependant, la Tchécoslovaquie a consacré 18,1% de son PMN à la sécurité sociale en 1971.

Les pays industrialisés, dans leur ensemble, consacrent plus de la moitié des dépenses de sécurité sociale aux pensions de vieillesse, d'invalidité et des survivants. Le coût des soins médicaux représente également une dépense importante.

Les pays en développement d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine présentent un tableau différent, la plupart des pays étudiés consacrant moins de 5% de leur produit national brut à la sécurité sociale, pourcentage qui n'augmente que modérément, en fonction de la mise en œuvre de nouveaux régimes encore à l'état embryonnaire.

Un problème de choix

Dans nombre de pays, la sécurité sociale est à la croisée des chemins. Destinée à concrétiser la justice sociale, son coût devient considérable du fait que davantage de gens, les chômeurs et les personnes âgées par exemple, ont recours à son aide. Il faut par conséquent en apprécier le coût en fonction des autres possibilités d'utilisation des crédits disponibles.

¹ Produit matériel net (PMN): valeur totale de la production de biens et services productifs, utilisée en lieu et place du PNB dans les pays socialistes de l'Europe de l'Est.

Les dépenses de sécurité sociale s'accroissent déjà plus vite que le revenu national dans nombre de pays. Aussi ceux-ci surveillent-ils de près l'évolution de son coût.

Cette nouvelle enquête du BIT est destinée à aider les responsables politiques dans le choix difficile d'options diverses, en montrant ce qui se pratique dans différents pays du monde.

Rôle important des régimes privés

L'étude renferme un supplément spécial donnant des statistiques sur les régimes privés particuliers de certains pays.

Ces régimes – qui ne sont pas étudiés lors des enquêtes périodiques du BIT – jouent un rôle important dans de nombreux pays.

Les inclure dans les statistiques générales reviendrait à accroître la part de la sécurité sociale dans le produit national brut d'un dixième à un tiers selon les pays. *La Suisse, par exemple, qui a consacré 12,6% de son PNB à la sécurité sociale en 1971, verrait ce pourcentage augmenté d'un tiers et atteindre 16,8%.*